

LE POINT DE VUE DE... ÉDOUARD ESPARBES ET MATTHIEU COURTECUISSÉ (*)

La finance au cœur de l'Union méditerranéenne

La finance constitue aujourd'hui un des fondamentaux nécessaires à tout projet politique moderne et, en la matière, l'Union méditerranéenne ne fait pas exception. Il est primordial que le projet politique établisse dans ce domaine un diagnostic sans tabous et un plan d'action ambitieux à l'adresse de l'ensemble de la communauté financière et offrant aussi des résultats à court terme. Si dans ce projet l'impulsion politique déclenche la dynamique et crée un climat général positif, le relais doit être pris sur le terrain par les entreprises des deux rives de la Méditerranée, et ce dans toute leur diversité : petites ou grandes, publiques ou privées, locales ou exportatrices...

Les entreprises ont joué un rôle décisif pour réussir l'intégration des pays d'Europe de l'Est dans l'UE et constituent aujourd'hui le moteur le plus efficace de l'approfondissement de l'UE. Pour l'Union méditerranéenne, du fait même du différentiel économique et social entre les deux rives du bassin, l'impulsion et les efforts des entreprises seront encore plus déterminants que lors de l'extension vers l'Est. Il faudra donc améliorer les conditions de développement des entreprises privées implantées au sud de la Méditerranée, et pas uniquement celles du secteur de l'énergie. Sinon, ce projet politique se soldera par un échec.

Création d'une institution dédiée ? La transformation du secteur financier se situe dans une temporalité relativement courte. Pour être crédible, le projet politique qui sera élaboré devra donc démontrer toute son utilité par rapport aux processus de normalisation déjà en cours au Maghreb ou en Égypte et il ne pourra pas simplement se contenter d'une mise en

musique d'actions déjà en cours. Il a été évoqué la possible création d'une institution financière multilatérale dédiée ; cette initiative peut s'avérer très utile mais risque de concentrer de nouvelles ressources sur le financement de grands projets d'infrastructures, qui ne connaissent pas le plus de problèmes à se financer. Mais, même en veillant à la pluralité des missions de cette nouvelle institution afin que soit intégré le financement des PME locales, une telle institution resterait insuffisante en tant que telle pour inciter et accélérer les nécessaires évolutions du système financier dans les pays du sud de la Méditerranée. Il faudra à la fois des mesures juridiques et systémiques. Il faudra ensuite accompagner de façon intelligente le processus de consolidation des acteurs en veillant aux sensibilités nationales.

“IL FAUT AMÉLIORER LES CONDITIONS DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES AU SUD DE LA MÉDITERRANÉE, FAUTE DE QUOI LE PROJET POLITIQUE SERA UN ÉCHEC.”

Sur le plan juridique, il faut diminuer le coût du risque de crédit induit par les législations existantes et favoriser une meilleure gestion des créances douteuses et la mise en place de système de garantie plus optimal.

Sur le plan systémique, il faut montrer que le marché financier du sud de la Méditerranée intègre les meilleures pratiques de régulation et qu'il est tout simplement un marché comme les autres. Il s'agit d'arrimer de façon adaptée les systèmes bancaires et financiers locaux à l'Europe par la sélection d'un paquet de directives européennes à appliquer et l'adoption d'un calendrier contraignant. Il faut aussi encourager plus de souplesse pour les entreprises dans la convertibilité des devises, notamment vis-à-vis de l'euro. Ces efforts ont déjà été entamés, voire même bien engagés dans certains pays, mais il faut les rendre plus homogènes et surtout leur donner une consistance et une visibilité politique. Ce cadre rénové suscitera de nouveaux investissements

Nicolas Sarkozy, président de la République française, Romano Prodi, président du Conseil italien, et Rodriguez Zapatero, premier ministre espagnol, à Rome, en décembre 2007, lors d'une réunion autour de l'Union méditerranéenne.



privés et déplacera les lignes de la concurrence entre les acteurs bancaires.

Processus de consolidation. Pleinement mobilisés aujourd'hui dans la course à la bancarisation des ménages et à la captation des flux financiers liés aux migrants, un accès facilité au crédit étendra la concurrence en faisant du marché des entreprises un enjeu commercial fort. Les établissements bancaires verront aussi leurs fonds propres mis davantage sous pression et on pourra dès lors assister à une phase de sophistication des techniques financières, en termes de gestion des risques et de construction des produits financiers. Ce mouvement pourrait accélérer le processus de consolidation déjà à l'œuvre dans ces pays et portera la capitalisation des établissements financiers et des entreprises à des niveaux supérieurs et plus compatibles avec le jeu com-

mercial mondial. Enfin, il faudra agir pour que les sociétés de gestion et les fonds d'investissement puissent se développer.

Comme dans les toutes les composantes industrielles du projet d'Union méditerranéenne comme l'énergie ou les transports, les acteurs français ont un rôle éminent à jouer, à la fois parce que les banques françaises sont déjà bien implantées sur les deux rives de la Méditerranée et parce qu'elles maîtrisent tout le panorama des outils financiers. Elles jouent d'ailleurs déjà un rôle positif dans la déclinaison opérationnelle de la transformation en cours du secteur financier. Dans le cadre de ce nouveau projet politique, elles devront assumer leur responsabilité encore plus forte.

(*) *Edouard Esparbes, directeur général honoraire de Calyon ; Matthieu Courtecuisse, directeur général de SIA Conseil.*

LE POINT DE VUE DE... GENEVIÈVE LECAMP (*)

Réformes : que va-t-on faire des losers ?

Est si l'électrochoc du rapport Attali donnait des ailes pour une nouvelle somme de propositions sur le développement pour tous et pour tous les territoires... À l'heure où les négociations budgétaires sur les contrats de projet État-région et les fonds structurels européens pour la période 2007-2013 sont définitivement calées, est venu le temps de réenchanter les sempiternels perdants des réformes venues d'en haut. Oui, les enjeux de la croissance durable concernent directement tous les citoyens et territoires et la politique par commission d'experts vaut bien une autre messe à concélébrer avec les professionnels du terrain. Qui voudra s'atteler à identifier les correctifs nécessaires à apporter à un pan de l'économie de marché qui n'a que pour credo la rentabilité à court terme ?

Alors un Attali 2, façon Planet Finance pour rester dans l'épure des petits ruisseaux qui font parfois de grandes rivières ! Il y a encore du grain à moudre sur la prise en compte et la résolution des inégalités et des écarts de revenus dont attestent nombre d'études récentes, voire sur leur perception. Cette situation n'est d'ailleurs pas propre à la France, mais elle exige que l'on convoque aux côtés des Joseph Stieglitz et Amartya Sen d'autres acteurs décidés à en découdre pour pallier l'ab-

sence ou la faiblesse d'une économie relationnelle plombant toute initiative innovante dans certains secteurs d'activité et microterritoires.

Que va-t-on faire des losers ? Universités marginalisées, étudiants et élèves en déshérence, artisans, commerçants pliant bagage ou fermant leurs échoppes, classes moyennes pressurisées pour ne pas parler de celles et ceux qui n'y accèdent plus... L'ascenseur de l'économie de la connaissance reste à construire. Il ne repêche que trop peu d'individus ou d'entités au terme de la bonne vieille logique du *at the right moment at the right place*.

Problème d'expertise. La foi dans un standard international de réformes, appelé, par un effet mécanique, à mieux redistribuer les fruits de la croissance, s'est fortement effritée à la lumière d'expériences douloureuses tant au Nord qu'au Sud. Les outils statistiques — aussi ambitieux et novateurs soient-ils — peinent à capter des réalités mouvantes, du fait de la difficulté à s'accorder sur des notions comme le développement, le progrès ou la pauvreté. Pour libérer les énergies créatrices, ne serait-il pas pertinent d'engager systématiquement des études d'impact des réformes envisagées (des parties d'entre elles sont consen-

“LA FOI DANS UN STANDARD INTERNATIONAL DE RÉFORMES S'EST EFFRITÉE À LA LUMIÈRE D'EXPÉRIENCES DOULOUREUSES TANT AU NORD QU'AU SUD.”

suelles) et de les confier largement en amont à des organismes (éventuellement commissions ad hoc) indépendants — à l'instar de l'exemple des Pays-Bas — en charge de recueillir, d'analyser des données et de produire une expertise collective à même d'éclairer la puissance publique, centrale et territoriale ?

À ces instances — hors de tout soupçon — d'élaborer des scénarios alternatifs facilitant de vrais débats et objectivant les processus de prise de décision. La France manque cruellement de structures de dialogue et d'expertise non partisans, fondées sur l'interaction et le respect des différents savoirs. Elle a aussi besoin d'un nouveau ciment pour se projeter dans l'avenir. Les collectivités territoriales ont-elles dans notre pays les moyens de penser leur développement sans

l'aide de l'État et de ses bras armés ? Il semblerait que leur marge de manœuvre soit bien inférieure à celle de leurs homologues européennes. Pourtant, leur incombe de plus en plus la mission de construire des partenariats ambitieux avec leurs entrepreneurs sociaux et économiques, au-delà des pratiques usuelles et des appels à projet-propositions.

La création d'un corps de développeurs territoriaux permettrait de suivre sur le long cours des projets s'écartant des sentiers battus à la recherche d'une dimension critique par des économies de réseau, tant régionales, locales qu'européennes. Se pose dès lors la question de son financement et de sa structuration. Vaste bataille en perspective... Mais, avec un point de croissance gagné, les territoires de projet sont à portée de main et peuvent prétendre à un développement plus équitable sinon à l'excellence !

(*) *Dirigeante fondatrice de Zesst SAS, bureau d'études et de communication.*

WWW.latribune.fr

Retrouvez notre rubrique Tribunes sur www.latribune.fr dans notre canal interactif et réagissez